



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Languedoc-Roussillon

Nîmes, le **13 MAI 2014**

Unité Territoriale Gard-Lozère  
Subdivision ICPE Gard-Sud  
362, rue Georges Besse  
30035 NIMES CEDEX 1

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet du Gard  
D.R.C.T  
Bureau des Procédures Environnementales

30045 NIMES CEDEX 9

Nos réf. : MCV/CB

Affaire suivie par : Marie-Claude VERNEJOUX

Tél : 04 66 36 97 59 – Fax : 04 66 36 97 55


[marie-claude.vernejoux@developpement-durable.gouv.fr](mailto:marie-claude.vernejoux@developpement-durable.gouv.fr)

- OBJET** - Installations classées pour la protection de l'environnement.  
- Régularisation de l'extension du site et renouvellement d'agrément pour les installations d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) de la Sarl TOSETTO-PELOUX sur la commune de Parignargues.
- REFER.** - Dossier de porter à connaissance de l'extension du site déposé le 27 mars 2014, complété le 2 mai 2014.  
- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 86-022N du 28 avril 1986.  
- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2013.  
- Arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément n° 14-005N du 14 janvier 2014.
- P.J.** - Un rapport.  
- Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prenant acte de l'extension du site et portant renouvellement d'agrément, 2 plans.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la régularisation de l'extension du site et au renouvellement d'agrément pour les installations d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) de la Sarl TOSETTO-PELOUX sur la commune de Parignargues.

L'ensemble du dossier ne soulevant pas d'observation, je vous propose de réserver une suite favorable à cette régularisation en adoptant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint prenant acte de l'extension du site et portant renouvellement d'agrément, à soumettre à l'avis du prochain conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

P/Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Languedoc Roussillon, et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Territoriale Gard-Lozère,



Philippe CHOQUET

Horaires d'ouverture : 8h30-12h30 / 13h30-17h30

Tél. : 33 (0) 4 34 46 64 00 – fax : 33 (0) 4 34 46 63 64

520, allée Henri II de Montmorency

CS 69007

34064 Montpellier cedex 02





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Languedoc-Roussillon

Nîmes, le 9 mai 2014

Unité Territoriale Gard-Lozère  
Subdivision ICPE Gard  
362, rue Georges Besse  
30035 NIMES CEDEX 1

### INSTALLATIONS CLASSÉES

**OBJET :** Renouvellement de l'agrément pour l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage (VHU)  
Extension du site

#### DÉSIGNATION DE L'EXPLOITANT CONCERNÉ :

**SARL TOSETTO-PELOUX**  
ZA de Parignargues  
30730 PARIGNARGUES

#### RAPPORT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

#### 1 - RAPPEL DES FAITS DE LA MISE EN DEMEURE POUR EXTENSION DU SITE SANS AUTORISATION.

La Société de Fait PELOUX-TOSETTO avait adressé le 23 mai 2013 à M. le Préfet du Gard, pour son centre VHU de PARIGNARGUES et conformément à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, une demande de renouvellement de son agrément n° PR 30.00019D, délivré par l'arrêté préfectoral n° 07.127N du 19 décembre 2007, caduque au 24 décembre 2013. La Société de Fait PELOUX-TOSETTO est devenue la SARL TOSETTO-PELOUX depuis le 3 octobre 2013.

Le plan mis à jour du site contenu dans le dossier de cette demande avait fait apparaître une augmentation de 20% environ de la surface totale mentionnée dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation et d'agrément accordés alors à l'exploitant.

En effet l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 86.022N du 28 avril 1986 notamment, autorise l'exploitation du site sur la seule parcelle C 1230, devenue C1292, d'une superficie de 6559 m<sup>2</sup>.

Il s'est avéré au vu de ce plan que les parcelles adjacentes C 226, 1290 et 1291 situées au nord, avaient été intégrées au site sans autorisation pour aboutir à une surface totale de 7941 m<sup>2</sup>, soit une augmentation de surface de 1400 m<sup>2</sup>.

Horaires d'ouverture : 8h30-12h30 / 13h30-17h30

Tél. : 33 (0) 4 34 46 64 00 – fax : 33 (0) 4 34 46 63 64

520, allée Henri II de Montmorency

CS 69007

34064 Montpellier cedex 02

Dans ces conditions, l'exploitant, par arrêté du 10 décembre 2013, a été mis en demeure de régulariser sa situation dans un délai de trois mois, en portant à la connaissance du préfet l'extension du site avec tous les éléments d'appréciation sur la compatibilité avec les documents d'urbanisme, les aménagements, les modes d'exploitation et la maîtrise des impacts environnementaux et des risques, conformément aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Néanmoins, afin de permettre à la SARL TOSETTO-PELOUX de continuer à exercer ses activités, l'agrément de centre VHU devenant caduque au 24 décembre 2013, le renouvellement d'agrément demandé, jugé recevable, a été prononcé sur la base du périmètre autorisé dans l'attente de cette régularisation et après avis du CODERST du 17 décembre 2013, par l'arrêté préfectoral n° 14.005N du 14 janvier 2014, prenant acte également des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2 - EXAMEN DU PORTER À CONNAISSANCE DE L' EXTENSION DU SITE.

La SARL TOSETTO-PELOUX a adressé le 27 mars 2014 à l'inspection le dossier de porter à connaissance de l'extension du site demandé en régularisation, complété le 2 mai 2014 du plan détaillé des installations et de leur fonctionnement.

Ce dossier confirme que la nouvelle surface du site est bien de 7941 m<sup>2</sup> et ne démontre aucun impact ni risque supplémentaire engendré par l'extension.

Toutes les parcelles du site sont situées en zone IV NA du PLU de Parignargues où les installations classées pour la protection de l'environnement sont admises.

Les installations sont positionnées à 900 m environ des premières habitations et peu visibles de la RD 999 par laquelle on y accède.

Il apparaît ainsi que la modification du périmètre de l'installation peut être considérée comme non substantielle et qu'il n'y a donc pas lieu de prévoir l'instruction d'une nouvelle demande d'autorisation.

Le dossier de porter à connaissance de l'extension du site présenté est recevable et il convient de prendre acte de la régularisation administrative de la situation de l'exploitant au travers d'un arrêté préfectoral complémentaire qui prendra acte la nouvelle surface du site, qui portera renouvellement d'agrément VHU et qui annulera le précédent arrêté d'agrément du 14 janvier 2014.

## 3 - CONCLUSION / PROPOSITION.

Compte tenu de la recevabilité du dossier de porter à connaissance déposé par la SARL TOSETTO-PELOUX à Parignargues, sur le plan technique et administratif, nous constatons que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 10 décembre 2013 sont satisfaites.

Dans ces conditions l'inspection des installations classées propose à la préfecture du Gard de considérer que la modification du périmètre de l'installation n'est pas substantielle.

Nous proposons donc aux membres du conseil de prendre acte de cette régularisation en réservant une suite favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi en ce sens.

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire, prévoit :

- la modification des articles 1 et 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 86.022N du 28 avril 1986, pour prendre acte de l'extension de la surface du centre VHU,
- la délivrance de l'agrément pour une période de 6 ans,
- l'obligation du respect du cahier des charges annexé,
- l'annulation du précédent arrêté préfectoral n° 14.005N du 14 janvier 2014 de renouvellement d'agrément.

Vu, et transmis,  
Nîmes, le 9 mai 2014  
Le chef de la subdivision Environnement,

  
Olivier BOULAY

L'Inspectrice de l'environnement,

  
Marie-Claude VERNEJOUX

PROJET

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°**

**prenant acte de l'extension de la surface des installations d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) de la SARL TOSETTO-PELOUX à PARIGNARGUES et portant renouvellement de l'agrément du centre VHU**

**Agrément n° PR 30.00019.D**

LE PREFET DU GARD,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le titre I du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Vu** le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et en particulier les articles R. 512-31 et R. 512-33
- Vu** les articles R. 543-156 à R. 543-171 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des véhicules hors d'usage ;
- Vu** le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie ;
- Vu** le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour les activités liées aux transit et au traitement des déchets ;
- Vu** le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la circulaire n° DEVP1029816C du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n°s 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 86-022 N du 28 avril 1986 autorisant l'exploitation d'un établissement de stockage et de récupération de véhicules hors d'usage par MM. PELOUX et TOSETTO à Parignargues, lieu-dit Bruguière ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 07-127N du 19 décembre 2007 portant agrément, pour une période de 6 ans, de la Société de Fait PELOUX et TOSETTO à Parignargues pour ses installations de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013 mettant en demeure la SARL TOSETTO - PELOUX à Parignargues de régulariser l'extension du site pour ses installations d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage par un dossier de porter à connaissance ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 14-005N du 14 janvier 2014 portant renouvellement d'agrément, pour une période de 6 ans, de la SARL TOSETTO - PELOUX à Parignargues pour ses installations d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance présenté le 27 mars 2014 et complété le 2 mai 2014, par la SARL TOSETTO – PELOUX, en vue de régulariser l'extension du site ;

**Vu** l'avis de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2014 ;

**Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 2014 ;

**Considérant** que l'extension de la surface du centre VHU sollicitée ne modifie pas, notablement, les conditions de fonctionnement de l'établissement et n'entraîne pas de nouvel inconvénient ou risque significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

**Considérant** que l'ensemble des parcelles de l'établissement est situé en zone d'activités, dans un secteur dédié aux installations classées ;

**Considérant** que la demande de renouvellement d'agrément, présentée le 23 mai 2013 et complétée, par la SARL TOSETTO- PELOUX, comporte l'ensemble des documents demandés à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 2 mai 2012 susvisé ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation des installations d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la SARL TOSETTO - PELOUX à Parignargues répondent, selon le dernier audit de vérification par un organisme accrédité, aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément ;

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## A R R Ê T E

### ARTICLE 1. AUTORISATION.

**Les articles 1 et 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 86-022 N du 28 avril 1986 sont abrogés et remplacés par les nouveaux articles suivants :**

#### Article 1. AUTORISATION.

La SARL TOSETTO - PELOUX, dont le siège social se trouve ZA de Parignargues, 30730 PARIGNARGUES, est autorisée sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter un établissement d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage situé à la même adresse sur le territoire de la commune de PARIGNARGUES, au lieu-dit Bruguière, parcelles section C 226, 1290, 1291 et 1292, d'une surface totale de 7 941m<sup>2</sup>.

#### Article 2 – CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION.

##### 2.1 Caractéristiques de l'établissement

Cet établissement comporte les activités suivantes :

Désignation et importance de l'installation	Rubrique	Régime
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface étant b) supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup> (7 941 m <sup>2</sup> )	2712-1-b	E

**E = Enregistrement**

## ARTICLE 2. AGRÉMENT VHU.

La SARL TOSETTO- PELOUX est agréée, sous réserve de respecter les prescriptions des articles suivants du présent arrêté, pour effectuer la dépollution, le démontage, des véhicules hors d'usage. L'agrément de centre VHU de la SARL TOSETTO - PELOUX, dont le siège social se trouve ZA de Parignargues, 30730 PARIGNARGUES, est renouvelé pour effectuer l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage dans son établissement de Parignargues, situé à la même adresse, sur les parcelles cadastrées C226, C1290, C1291 et C1292, d'une superficie totale de 7 941m<sup>2</sup>.

L'agrément est délivré pour une durée de six ans à compter de la date de la notification du présent arrêté.

La SARL TOSETTO - PELOUX est tenue, pour l'activité pour laquelle elle est agréée de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

## ARTICLE 3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 86-022 N du 28 avril 1986 restent applicables au site. Néanmoins, les prescriptions rendues applicables aux installations existantes par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 de la nomenclature, sont applicables de plein droit.

L'exploitant respectera les prescriptions les plus contraignantes de ces deux arrêtés.

## ARTICLE 4. - ANNULATION

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 14.005 N du 14 janvier 2014 sont abrogées.

## ARTICLE 5.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Parignargues et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché pendant une durée minimum d'un mois, de façon visible dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire.

## ARTICLE 6.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon, inspecteur de l'environnement et monsieur le maire de Parignargues sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire est adressé à l'exploitant.

Fait à NIMES, le  
Le PREFET,

**Recours :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de NIMES conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Etabli par l'inspectrice de l'environnement,  
A Nîmes, le 9 mai 2014

  
Marie-Claude VERNEJOUX

Proposé par le chef de la subdivision Environnement  
A Nîmes, le 9 mai 2014

  
Olivier BOULAY

## CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGRÉMENT N°PR 30.00019.D

Conformément à l'article R. 543-164 du code de l'environnement :

1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.



Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

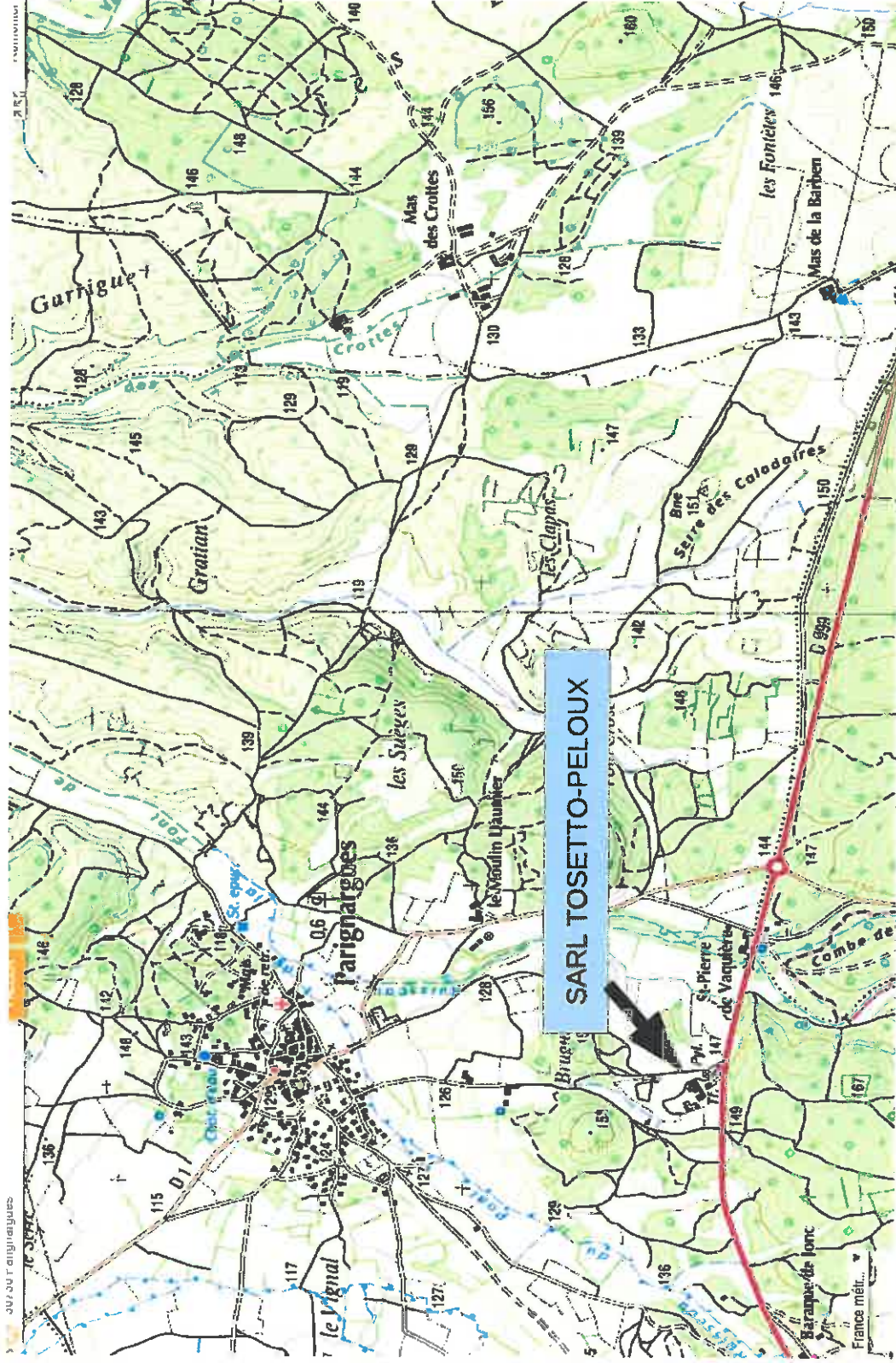
15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.



Carte de localisation  
SARL TOSETTO-PELOUX - 30730 PARIGNARGUES





# PLAN PARCELLAIRE

Echelle: 1/2500

